

TIERS PAYANT

Les malades chroniques bénéficiaires à partir de fin mars

Le système du médecin traitant ou médecin de famille sera élargi à partir de fin mars prochain aux malades chroniques. 2,2 millions d'assurés sociaux seront concernés. C'est ce qu'a déclaré, hier, le directeur de la Sécurité sociale au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

Le système du tiers payant dont la première expérience a été lancée en 2009, tend à s'élargir. Après les retraités et leurs ayants droit, c'est désormais les malades chroniques qui n'auront plus à payer des frais de consultation et autres actes médicaux essentiels auprès de leur médecin traitant.

S'exprimant, hier, sur les ondes de la Radio nationale Chaîne III, Djaoued Bourkaib, directeur de la Sécurité sociale, a précisé que plus de 2,1 millions de malades chroniques assurés sociaux vont bénéficier de ce dispositif du tiers payant à partir de fin mars prochain.

A terme, dit-il, il y aura plus de 4,4 millions de personnes qui seront touchées, entre malades chroniques et retraités. Le responsable qui reconnaît la frilosité des médecins à adhérer à ce dispositif qui couvre à 100% les consultations annuelles des malades auprès du médecin qu'ils ont choisi, 2 760 médecins ayant adhéré à ce jour, a annoncé une révision à la hausse des montants des prix des consultations.

«Les tarifs de consultation appliqués actuellement par la Sécurité sociale, 600 dinars pour le généraliste et 900 dinars pour le spécialiste, seront revus à la hausse en fonction des capacités financières de la Sécurité sociale avec un montant de rémunération des actes médicaux qui soit raisonnable», a-t-il indiqué.

Par ailleurs, l'intervenant a indiqué que les créances de la Sécurité sociale algérienne sont de l'ordre de 60 milliards de dinars tandis que la contribution de la Cnas au financement de la santé publique est de 57 milliards de DA.

En 2013, dit-il, les dépenses de la Sécurité sociale ont été de l'ordre de 280 milliards de dinars contre plus de 500 milliards de dinars pour les dépenses de retraites. Le montant des dépenses des médicaments sont de plus de 158 milliards de dinars pour l'année dernière soit une évolution de plus de 18% par rapport à 2012.

Selon M. Bourkaib, 21 nouveaux médicaments, génériques pour la plupart, viendront s'ajouter à la liste des médicaments remboursés et d'autres seront supprimés.

Salima Akkouche

CRÉANCES AUPRÈS

DE LA SÉCURITÉ

SOCIALE FRANÇAISE

«Toutes les factures réglées»

Le directeur de la Sécurité sociale au ministère du Travail a été formel sur le sujet des créances de la Sécurité sociale algérienne auprès de la Sécurité sociale française. Il a affirmé que «toutes les factures justifiées ont été réglées».

Plus de 22 millions d'euros en 2013 et plus de 4 millions d'euros en janvier 2014 de créances ont été payées à la Sécurité sociale française. Selon M. Bourkaib, c'est plutôt la Sécurité sociale algérienne qui détient des créances auprès de la Sécurité sociale française de l'ordre de 86 millions d'euros.

«La Sécurité sociale algérienne paye pour le compte de la Sécurité sociale française la couverture des malades des retraites du régime français qui vivent en Algérie», a indiqué ce responsable qui a rappelé que l'Algérie a demandé à plusieurs reprises à la Sécurité sociale française d'organiser la commission mixte qui permettra l'apurement des comptes.

«Il n'y a pas eu d'apurement des comptes depuis 2010», a souligné ce directeur.

S. A.

LES SYNDICATS JETTENT LA BALLE DANS LE CAMP DE LA TUTELLE

Enlissement dans le secteur de l'éducation

Tirs groupés sur le ministère de l'Éducation. Le communiqué rendu public par le département de Baba Ahmed n'a pas laissé indifférent. Les syndicats du secteur s'accordent à dire que la balle est dans le camp de la tutelle. L'Unpef poursuit son mouvement pour la seconde semaine, le Snapest reprend le sien aujourd'hui, en attendant que le Cnapest rejoigne le front demain.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Point de rencontres officielles entre les syndicats du secteur et les représentants du ministère de l'Éducation, mais des échanges d'«amabilités» par communiqués interposés.

Le mouvement de contestation entre dans sa seconde semaine. Pas moins de trois syndicats sont sur le terrain de la contestation.

L'Unpef poursuit une grève entamée dimanche dernier, le Snapest appelle ses adhérents à débrayer pour trois jours, à compter d'aujourd'hui alors que le Cnapest a opté, à compter de demain, pour une journée reconductible de manière automatique.

Des milliers d'élèves des trois paliers sont privés de cours et risquent de l'être pour de nombreux jours encore, puisqu'aucune solution ne profile à l'horizon. Les trois syndicats se disent déterminés à défendre leurs plate-

formes de revendications et font face à un mutisme de la part de la tutelle, qui a choisi les communiqués comme mode de communication. Dans celui datant de samedi, le département de Baba Ahmed déclarait non seulement que la grève, initiée par l'Unpef était «illégal» mais qu'il ne comprenait pas «l'entêtement» de ce syndicat.

Le ministère de l'Education appelle ce dernier à «s'armer de patience», expliquant que «toutes ses revendications ont été prises en charge» faisant notamment en ce qui concerne l'intégration des enseignants du primaire et du moyen, ayant suivi une formation dans le cadre de la convention conclue entre les ministères, de l'Education et de l'Enseignement supérieur, ou ceux justifiant d'une licence au grade d'enseignant principal et enseignant formateur, la valorisation de l'ancienneté des enseignants du technique, après leur désignation en qualité d'enseignants du secondaire précisant que cette question sera réglée d'ici avril.

Le département de Baba Ahmed qualifie d'incompréhensible la position du syndicat. Ce dernier n'a pas manqué de réagir. L'Unpef déplore les propos contenus dans ce communiqué et dénonce les tentatives d'induire en erreur l'opinion publique, en faisant porter la responsabilité de la grève au syndicat alors que, rappelle l'Unpef, le ministère de

l'Education n'a pas été en mesure d'honorer les engagements contenus dans le procès verbal du 31 décembre dernier.

Le syndicat de Sadek Dziri en veut pour preuve la requête de ce même ministère, qui a demandé un délai jusqu'à mars prochain pour concrétiser ses engagements antérieurs, ce qui a été jugé comme inacceptable par le syndicat, qui compte dès aujourd'hui organiser des sit-in devant les directions de l'éducation au niveau de toutes les wilayas.

De son côté, le Snapest renoue avec la contestation pour trois jours consécutifs. Son coordonateur national appelait hier, à l'ouverture de négociations et non pas à un dialogue stérile. Pour Meziane Meriane, il serait temps que les syndicats du secteur aient la possibilité de défendre leurs intérêts directement avec la Fonction publique et le ministère des Finances, puisque leur tutelle n'a pas été en mesure de plaider leur cause lors de la finalisation du statut particulier.

Le coordonateur du Snapest rappelait également que les syndicats sont contraints de recourir à la grève puisque les marches sont interdites à Alger et que les sit-in sont systématiquement réprimés. Le palier du secondaire où la grève est déjà largement suivie risque la paralysie avec l'adhésion dès demain des professeurs du Cnapest, au mouvement.

N. I.

IL DÉNONCE L'ATTITUDE DU MINISTÈRE

Le Cnapest en grève à partir de demain

Le Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire élargi (Cnapest) entame dès demain mardi une grève d'une journée renouvelable. Le syndicat semble décidé à maintenir la pression sur la tutelle et à ne suspendre son mouvement de protestation que quand ses principales revendications seront satisfaites.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le Cnapest rejoint ainsi les mouvements de protestation entamés dans le secteur de l'éducation. Pour Nouar Larbi, coordinateur national du syndicat, la tutelle «ne joue pas le jeu et refuse d'entamer des discussions sérieuses».

Selon le syndicaliste, des responsables au niveau du ministère de l'Education «n'ont pas les capacités de négocier et font tout

pour saborder toute tentative de sortie de crise», a-t-il précisé. Le syndicat avait initialement décidé de geler sa grève avant de décider de renouer avec la protestation, arguant l'absence de garanties de la part de la tutelle. Pour Nouar Larbi, le mouvement de protestation ne sera suspendu que quand la tutelle s'engagera à régler en urgence, les principales revendications du syndicat. Il

s'agit en premier lieu de la tenue de la tripartite, réunion avec la Fonction publique et le ministère de l'Education nationale, l'installation d'une commission de suivi pour la médecine du travail et une relecture des articles du statut. «Il y a une panoplie de textes qui existent depuis les années 80 et il faut les appliquer. A titre d'exemple, pour ce qui est de la médecine du travail, nous demandons depuis 2008 l'application de textes déjà existants. Concernant les autres dossiers, comme cela est le cas pour la retraite et le logement, ils pourront être traités par la suite», a déclaré Nouar Larbi. «Nous avons déposé notre

préavis de grève dimanche passé et au cours de ces neuf jours, nous n'avons reçu aucun appel de la part de la tutelle pour une réunion de travail ; ils souhaitent le pourrissement», a souligné Nouar Larbi.

Il dira aussi que si les élèves sont pris en otages c'est en raison de l'attitude adoptée par la tutelle. «Nous aussi, nous sommes parents d'élèves, alors que si nous sommes responsables des élèves à l'intérieur des établissements, en général c'est la tutelle qui doit tenir ce rôle», a souligné le coordinateur national du Cnapest.

F-Z. B.

ANGOISSE DES MÉNAGÈRES, COLÈRE

DES PROFESSIONNELS ET ASSURANCE DE L'EXÉCUTIF

L'enjeu de la crise du lait

samedi dernier, soit le 18 janvier 2014».

Pour le directeur général de la régulation et de l'organisation des activités au ministère du Commerce, Abdelaziz Aït Abderrahmane, «le marché est bien approvisionné et ne connaîtra plus de perturbation puisque les quantités produites sont, depuis samedi, augmentées de 15% et même plus dans les wilayas du centre du pays, notamment Alger, Tipasa et Blida.

Cette cadence va être maintenue pour bien approvisionner le marché en cette matière». Du côté des professionnels de la filière, «les dessous de cette crise sont d'ordre purement économique. Ces derniers avancent les arguments selon lesquels cette situation est la «résultante des difficultés, accentuées par la récente dévaluation du dinar par la Banque d'Algérie et la flambée des prix de la poudre de lait sur les marchés mondiaux».

Ainsi, même s'ils jugent «inopportune» une augmentation du prix de vente du sachet de lait «dans la conjoncture institutionnelle actuelle», les industriels du lait exhortent néanmoins le gouvernement à réagir, de sorte à préserver les équilibres financiers de leurs entreprises. C'est le message clé qui ressort de la dernière assemblée générale extraordinaire du Comité Interprofessionnel du lait (CIL), qui s'est tenue le 20 janvier au siège de la Chambre Nationale de l'Agriculture à Alger.

Selon la CIL, les dysfonctionnements actuels sur le marché du lait ont pour origine le gel par voie réglementaire de deux prix administrés : celui de la vente du sachet de lait «inchangé depuis treize ans » et celui de

l'achat de la poudre de lait auprès de l'ONIL (Office national interprofessionnel du lait) également invariable depuis six ans.

Le second paramètre concerne l'accroissement, depuis six ans, des charges d'exploitation dont «les prix ne peuvent être ni domestiqués ni administrés», ajouter à cela, la récente dépréciation monétaire de 10% du dinar sur les coûts du litre de lait en sachet. Il n'en demeure qu'en l'état actuel des choses, la situation n'a pas laissé indifférent le premier responsable exécutif. Conjoncture politique oblige, le Premier ministre, Abdelmalek Sellal «s'invite» en personne dans le «débat», pour trouver une solution à la crise du sachet de lait. Première mesure : il est «demandé au ministère de l'Agriculture d'augmenter la production du lait en sachet». «Il nous a, de ce fait, instruit à demander à l'Office interprofessionnel du lait (Onil), d'augmenter la quantité de lait en poudre qu'il donne aux transformateurs de lait. Il lui (l'Onil, ndlr) a aussi demandé d'augmenter ses stocks de poudre de lait», a expliqué M. Abdelaziz Aït Abderrahmane, directeur général de la régulation et de l'organisation des activités commerciales au ministère du Commerce, qui conclut en mettant en exergue l'autre mesure, prise par le Premier ministre : «Il nous a donné des instructions pour augmenter nos contrôles et éviter que la poudre de lait soit détournée par les transformateurs». Alors crise ou pas ? La première semaine de février sera décisive. La «parole» du gouvernement est en jeu !

A. B.